

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Enseignement supérieur: quatre nouveaux professeurs agrégés

Il s'agit, respectivement, de Natacha Murielle M'Bouna, Ruphin Ndjambou, Assoumou Ondo et Giscard Assoumou Ella. Ils ont satisfait leurs jurys dans les sciences économiques et de gestion

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

L'Enseignement supérieur gabonais vient de s'enrichir de quatre nouveaux professeurs titulaires. Ils intègrent le rang des agrégés dans les Sciences économiques et de gestion. Ils sont sortis lauréats du 19e concours d'agrégation des Sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion (SJPEG) organisé par le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames) qui s'est tenu à Ouagadougou (Burkina Faso), du 4 au 13 novembre 2019.

Ces quatre nouveaux agrégés sont tous issus du Centre international de recherche en économie et

gestion pour le développement (CIREGED) de l'Université Omar-Bongo (UOB). Pour accéder à ces prestigieuses fonctions de professeur agrégé, ils ont dû affronter trois épreuves à caractère sélectif et administrées par un jury international du concours auquel ils ont été soumis.

La première était une discussion sur les travaux de recherches du candidat, d'une durée d'1 heure dont 15 minutes de présentation par ce dernier. La deuxième consistait en une leçon sur la théorie économique ou de l'entreprise, d'une durée de 30 minutes, avec une préparation en loge de 8 heures. La troisième, quant à elle, était la leçon sur la spécialité choisie par le candidat durant 30 minutes, avec

8 heures de préparation en loge. Les travaux du Pr Natacha Murielle M'Bouna, première Gabonaise agrégée dans le domaine des sciences de gestion, étaient spécifiquement axés sur le comportement des acteurs dans les systèmes de gouvernance des organisations. Ils comprennent une thèse de doctorat unique et quatre articles publiés dans des revues internationales dont un article sur la carrière entrepreneuriale des femmes gabonaises. S'agissant du Pr Ruphin Ndjambou, ses recherches sont orientées sur les stratégies commerciales des entreprises dans la compétition internationale. La recherche, portant sur les déterminants du développement international du Groupe BGFIBank, a particulièrement intéressé le jury. Le Pr Assoumou Ondo a, pour sa part, présenté des travaux s'inscrivant dans le champ de l'économie



Photo: DR

Les nouveaux professeurs agrégés et leurs encadreurs.

publique, en particulier la capacité de l'État à prendre des décisions dans un contexte d'incertitude. Enfin, les recherches du Pr Giscard Assoumou Ella se sont intéressées au champ de la modélisation macroéconomique et des politiques économiques.

Il convient de souligner que le concours d'agrégation en SJPEG vise à promouvoir des enseignants-chercheurs de niveau international, capables de relever les défis du développement durable des pays de l'espace Cames.

Le clin d'œil de *lybek*



Comment améliorer l'intégration socio-économique des Pygmées ?

LE Gabon compte faire participer davantage les populations autochtones dans son tissu économique.

Georges-Maixent NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

L'ENCLAVEMENT multiforme, notamment économique, dont sont victimes les personnes vivant en zone rurale et forestière est une source de pauvreté qui freine profondément la progression sociale des communautés des forêts, communément appelées "Pygmées". Une étude socio-économique des populations vulnérables en zone rurale et forestière avait été initiée pour trouver des solutions rapides, capables de mettre un terme à leurs difficultés d'inté-

gration. Cette question était au centre de l'atelier national de validation de cette étude socio-économique des personnes vulnérables en zone rurale et forestière, qui vient de se tenir à Libreville. En présence de la ministre de la Promotion et de l'Intégration de la femme au développement, Prisca Koho Nlend. Selon le sociologue Ignace Ngoua Nguema, qui a dirigé cette enquête socio-économique inscrite dans le cadre du programme de coopération Gabon-Unicef 2018-2022, les populations de la forêt ont relaté plusieurs difficultés liées à leur quotidien. Elles ont

beaucoup insisté sur l'accès à l'éducation, à la santé, au logement décent, à l'eau potable et à l'électricité. Le sociologue a même révélé que certaines entreprises d'exploitation forestière en activité dans leur zone refuseraient de les employer. Cette étude devrait donc dresser un état des lieux des conditions de vie de ces femmes et hommes de la forêt, avec pour finalité de "réduire, à terme, la fracture sociale à laquelle ils font face, en contribuant à leur développement à travers la promotion de leurs droits civiques", a indiqué la ministre Prisca Koho Nlend.